

LE NOUVEL ESPRIT PUBLIC

Philippe Meyer

ISSN 2608-984X

COMPTE-RENDU ANALYTIQUE DE L'ÉPISODE N°482 (22 NOVEMBRE 2026)

FRACTURES FRANÇAISES ET POIDS DE LA PAROLE DU PAPE

LES FRACTURES FRANÇAISES

Introduction

Philippe Meyer :

Selon la grande enquête annuelle sur les valeurs des Français, « Fractures françaises » réalisée par Ipsos BVA-CESI Ecole d'ingénieurs pour *Le Monde*, le Cevipof, la Fondation Jean Jaurès et l'Institut Montaigne, 49 % des Français disent appartenir à une France « *en colère et très contestataire* » (+6 points vs 2025 et +18 points vs 2021) ce qui en fait « *pour la 1ère fois* » le groupe « *majoritaire* » dans le pays (devant les Français « *mécontents* » 48 % et ceux « *apaisés* » 3 %). Une colère qui se concentre majoritairement chez les électeurs LFI et RN, mais qui se répand désormais largement chez les Verts ou les Socialistes et qui dépasse même les 50% dans toutes les classes d'âge (à l'exception des plus de 60 ans).

Parmi les principales préoccupations des sondés, le pouvoir d'achat arrive en tête, avec 47 %, soit onze points de plus qu'en 2025. Il devance la délinquance et la dette, à 20 %, puis l'immigration et l'environnement, à 19 %. Les partis n'inspirent confiance qu'à 9 % des Français, les députés à 20 % et la présidence de la République à 19 %. Pour 88 % des sondés, les responsables politiques agissent principalement dans leur intérêt personnel et non général. La défiance épargne cependant davantage les acteurs de proximité : les maires recueillent 73 % de confiance et les petites et moyennes entreprises 83 %.

L'autre résultat majeur de cette enquête c'est que 69 % des Français estiment aujourd'hui que « *ce qui les divise est plus fort que ce qui les rassemble* » et 82 % confessent n'avoir pas confiance dans les autres, un niveau record. Les partis politiques sont l'institution la plus haïe du pays avec seulement 9 % de confiance

et les deux formations en tête des sondages sont aussi les seules à être jugées par plus de 50 % des Français comme « dangereuses pour la démocratie » (à 53 % pour le RN, + 4 points vs 2025 et à 65 % pour LFI, +1 point vs 2025). Cependant, 67 % se disent fiers d'être Français. Interrogés sur leur analyse des violences du 17 octobre, 43 % des sondés font d'abord le constat d'une généralisation de la délinquance, tandis qu'un tiers (34 %) y voient avant tout l'expression d'une forte colère sociale. C'est elle que les 18-24 ans retiennent, et de loin (51 %).

Le débouché politique n'apparaît pas sous un jour favorable. En effet, près de quatre personnes sur dix se disent très préoccupées par le résultat de l'élection présidentielle et seuls 21 % de sondés pensent que ce scrutin aura la capacité de résoudre les problèmes du pays. Toutefois, certaines données rassurent : la prise de conscience de l'urgence écologique est notable, après un été scandé par plusieurs épisodes caniculaires, des mégafeux et une sécheresse inédite. De même, la clairvoyance sur la réalité des discriminations en raison de l'appartenance ethnique ou religieuse est largement partagée, et la démocratie reste irremplaçable pour deux Français sur trois.

Antoine Foucher :

Malgré la morosité ambiante, cette étude contient beaucoup de motifs d'espérer et présente une forme de cohérence. Le premier motif d'espoir est qu'elle montre que, contrairement à ce qu'on entend parfois, les Français sont lucides, voire très lucides, sur la situation du pays, et qu'ils ne sont pas idéologisés. Jean-François Revel définissait l'idéologie comme une construction a priori, en amont et au mépris des faits. Or, entre ce que les Français disent de la réalité et la manière dont celle-ci est mesurée objectivement, il existe une grande convergence. Prenons trois exemples. Le pouvoir d'achat est leur première préoccupation, et les chiffres de l'INSEE montrent que, pour la première fois depuis 1945, on n'améliore plus son niveau de vie en travaillant. Deuxième exemple, 71 % des Français disent que la violence augmente beaucoup. Nous en avons parlé la semaine dernière : dans l'ensemble des services publics, qu'il s'agisse des forces de l'ordre, des pompiers, des médecins ou des infirmières, les agressions n'ont jamais été aussi nombreuses depuis qu'on les mesure. Troisième exemple, 89 % des personnes considèrent que la France est en déclin. Or, selon les chiffres de l'OCDE, pour la première fois depuis 1945, et pour la quatrième année consécutive, notre PIB par habitant est inférieur à la moyenne européenne. Les Français sont donc lucides, même si cette lucidité fait mal au cœur.

Le deuxième motif d'espoir est que cette lucidité pourrait déboucher sur une résignation, mais ce n'est pas du tout le cas. C'est ainsi qu'on peut lire positivement l'explosion de la colère. La colère est le contraire de la résignation : c'est l'envie que les choses changent, l'aspiration à une transformation. Le fait qu'elle ait augmenté de manière inédite depuis que l'enquête Ipsos existe peut être interprété comme le signe d'une mobilisation, d'une énergie disponible dans

le pays pour transformer les choses. L'un des indices est que 71 % des Français considèrent que le travail donne un sens à leur vie. On pourrait imaginer que, puisque le travail ne paie plus, ils décident de l'abandonner. Or ce n'est pas ce qui se passe. Ils ont simultanément le sentiment que le travail ne paie plus, que le pouvoir d'achat constitue une préoccupation majeure, et ils continuent à trouver dans le travail un sens à leur existence. Il n'y a donc pas de résignation face à ce constat très dur sur la réalité du pays.

Troisième élément : les Français font preuve de lucidité sur l'absence de débouchés politiques à ce stade. Seuls 21 % considèrent que l'élection présidentielle pourra résoudre les problèmes, ce qui signifie que 79 % pensent le contraire. Je me reconnais dans ces 79 % qui estiment que, pour l'instant, l'élection présidentielle ne changera pas grand-chose. Mais on peut aussi en avoir une lecture positive, sans naïveté : l'offre politique capable d'améliorer la situation et de transformer positivement le pays n'est pas encore sur la table. Même si les sondages sont très favorables à Marine Le Pen et, dans un second temps, à Jean-Luc Mélenchon, les Français semblent conscients que leur élection ne résoudrait pas les problèmes objectifs du pays. Cette enquête constitue donc un appel aux candidats, plutôt issus du bloc central, à construire enfin une offre politique de rupture capable de résoudre les problèmes de la France dans les années à venir. Le sondage montre qu'il existe une demande. Il reste à se mettre au travail pour construire l'offre.

Lucile Schmid :

Je serai à la fois plus pessimiste qu'Antoine et proposerai une grille de lecture complémentaire. D'abord, rappelons que cette étude a été réalisée sur Internet auprès de 3.000 personnes. Il faut garder à l'esprit le caractère prescriptif que peuvent prendre ces enquêtes, dont on commente ensuite les pourcentages comme s'ils constituaient une photographie exacte de la société française. Lorsque seuls 21 % des personnes interrogées pensent que l'élection

présidentielle offrira une issue, c'est un résultat extrêmement négatif quant à la capacité des institutions à conserver leur légitimité auprès de l'ensemble de la société. Ce chiffre est sans équivalent dans les enquêtes précédentes. Or le pays se trouve dans une perspective de paralysie en attendant cette élection. On attend Godot tout en sachant que, d'une certaine manière, la réponse ne viendra pas de là. C'est un point majeur de l'étude : le décalage entre l'élection présidentielle et la société française, telle qu'elle est et dans les réponses qu'elle attend, est désormais avéré.

Deuxième élément : l'enquête révèle une sorte de halo négatif, non seulement autour des institutions, mais aussi autour de ceux qui font la vie politique et démocratique en France. Cela concerne les partis politiques, les candidats aux élections, à l'exception des maires, mais également les deux formations en tête des intentions de vote. Le Rassemblement national et La France insoumise suscitent davantage de perceptions négatives que positives. C'est particulièrement net pour LFI, avec 65 %, mais c'est désormais aussi le cas du RN, alors que cela ne l'était pas l'année dernière.

On peut y voir quelque chose de positif. À mesure que l'élection se rapproche et que la possibilité d'une victoire de Marine Le Pen devient plus concrète, les opinions négatives à son égard progressent. C'est d'ailleurs l'une des hypothèses avancées par les auteurs de l'étude. Il existe un fantasme dégagiste selon lequel élire Marine Le Pen apporterait des solutions. Mais à mesure qu'on se rapproche de la réalité, la complexité du monde, la crise de la dette, les questions géopolitiques et l'incompétence assez claire qui apparaît à la lecture du projet de Marine Le Pen et de son équipe finissent peut-être par pénétrer la société française. C'est l'élément positif que je retiens. Reste à savoir si cette dynamique, qui rend le RN moins crédible, se poursuivra jusqu'à l'élection.

Autre résultat notable : 65 % des sondés estiment que LFI est un parti dangereux pour la démocratie. C'est important pour le second tour de l'élection présidentielle. D'un côté, il existe un attachement à la démocratie ; de l'autre, les

sondés nous disent qu'ils pourraient avoir à choisir entre deux partis dangereux pour elle. La contradiction est extrêmement forte. Comment les Français iront-ils voter ? Quelle sera la participation effective ? Pourra-t-on mobiliser les abstentionnistes au premier tour ? Ces questions sont posées, de manière sous-jacente, par l'enquête. Que produit une offre politique aussi éloignée des aspirations des citoyens ?

Antoine appelle à construire une offre politique du centre. Mais ce que nous observons aujourd'hui, c'est une fuite en avant et une multiplication des candidatures. Il existe certes un scénario optimiste, dans lequel les candidats du centre parviendraient à se rassembler. Mais il existe aussi un scénario pessimiste, dans lequel la désagrégation actuelle et la multiplication des candidatures se poursuivraient. Les citoyens pourraient alors considérer qu'ils ne peuvent pas aller voter, entraînant une progression de l'abstention, au premier comme au second tour.

Philippe Meyer :

Seulement 20 % des personnes interrogées font confiance aux députés, contre 73 % aux maires. Dans la définition de l'idéologie de Jean-François Revel qu'Antoine a rappelée, l'image d'Épinal me paraît une bonne traduction.

Il est tout de même étonnant que ces 73 % de confiance dans les maires survivent à tous les scandales, qui sont, dans la plupart des cas, des scandales municipaux. Des maires qui tripotent les finances, leurs collaborateurs ou leurs collaboratrices, ou qui pratiquent le népotisme le plus éhonté. Mais cela ne change rien : l'image du maire demeure intouchable.

Marc-Olivier Padis :

J'aborde ce type d'enquête avec trois réserves en tête. La première concerne le poids du contexte immédiat. Cette enquête a été menée entre le 30 octobre et le 3 novembre, en pleine mobilisation lycéenne, avec des épisodes de pillage, ce

qui transparaît peut-être dans certains chiffres. Si elle avait été réalisée juste après la visite du pape à Paris, les résultats auraient sans doute été un peu différents.

Ce biais est toutefois compensé par le caractère annuel de l'enquête, qui permet de comparer les évolutions d'une année sur l'autre. Par exemple, cette année, la proportion de personnes estimant que le changement climatique a un effet négatif sur leur vie quotidienne progresse de neuf points par rapport à 2025. L'effet des canicules est donc bien pris en compte.

Ma troisième réserve tient à la nature même de ce que nous commentons : des opinions et des ressentis, une matière très vaporeuse et volatile, dont on ne peut pas toujours tirer des conclusions fermes. Ainsi, l'inquiétude concernant la dette est très nette et témoigne, comme l'a dit Antoine, d'une certaine lucidité. Mais lorsqu'on teste des pistes de solution, il n'y a plus personne. Les sondés proposent de lutter contre la fraude, ce qui est toujours utile, mais n'est absolument pas à la hauteur des besoins financiers. Cette enquête constitue donc une photographie de l'opinion, sans être prescriptive : elle ne permet pas de dégager de véritables solutions.

Elle contient néanmoins quelques signaux faibles intéressants. Par exemple, le sentiment de solitude progresse légèrement, passant de 39 % en 2024 à 43 % en 2026. J'ai d'abord attribué cette augmentation au vieillissement de la population et à l'isolement des personnes âgées. Or c'est exactement le contraire. Le sentiment de solitude est plus fort chez les jeunes et les actifs : il touche 45 % des 18-24 ans, contre 37 % des 60-69 ans et 32 % des plus de 70 ans, qui ont davantage le sentiment d'être bien entourés. C'est assez surprenant.

De même, si l'on regarde qui part en vacances, la catégorie qui part le plus souvent est celle des 60-69 ans : 72 % d'entre eux partent en vacances, une proportion très supérieure à celle des jeunes et des actifs. Autre élément intéressant, concernant le RN : nous retrouvons le paradoxe évoqué la semaine dernière. Le RN progresse dans les intentions de vote, mais les thèmes

xénophobes ne suscitent pas une adhésion grandissante. Les opinions selon lesquelles « *on ne se sent plus chez soi* » ou « *il y a trop d'étrangers* » reculent. En revanche, l'idée que les immigrés font des efforts pour s'intégrer progresse, tout comme celle que la main-d'œuvre étrangère est nécessaire à l'économie française ou que la religion musulmane est compatible avec la démocratie. Ce paradoxe est difficile à interpréter, mais il suggère que le vote RN capte une partie du dégagisme anti-Macron sans nécessairement traduire une adhésion idéologique à la xénophobie de ce parti.

J'en viens à deux grands sujets que cette enquête éclaire sans les trancher complètement. Le premier concerne la structuration de la vie politique : la tripartition actuelle est-elle durable, ou le clivage gauche-droite reste-t-il structurant ?

Sur certaines questions, le clivage gauche-droite demeure très net. C'est le cas de la défiance interpersonnelle : plus les gens sont à gauche, plus ils font confiance aux autres ; plus ils sont à droite, moins ils leur font confiance. On retrouve exactement la même distribution sur l'idée que les immigrés font des efforts pour s'intégrer. En revanche, la tripartition apparaît tout aussi clairement à travers la singularité de l'électorat Renaissance. Sur tous les sujets concernant l'optimisme pour l'avenir, l'idée que la France n'est pas en déclin ou que la mondialisation est positive, cet électorat est pratiquement le seul à manifester de l'optimisme et de l'ouverture. Il se distingue très fortement de l'électorat LR, beaucoup plus marqué par le pessimisme. L'enquête fait ainsi apparaître davantage d'éléments de rapprochement entre LR et le RN qu'entre Renaissance et LR.

Le deuxième grand sujet concerne la question de savoir si ce qui nous rassemble est plus important que ce qui nous sépare. Plusieurs chiffres montrent une convergence des Français sur des valeurs fondamentales, à l'exception de l'électorat RN, qui apparaît comme un isolat assez marqué sur certains sujets. Prenons la fierté d'être Français : presque toutes les catégories se disent fières

d'être françaises, sauf les électeurs RN. C'est surprenant, puisque « *fier d'être Français* » est précisément un slogan que l'on retrouve sur les affiches du parti. De même, lorsqu'on demande s'il existe un autre système aussi valable que la démocratie, tout le monde répond non, sauf les électeurs RN. On voit donc que les résultats d'ensemble sont fortement influencés par la singularité de cet électorat, qui se distingue du reste de la population française sur quelques thèmes essentiels.

Nicolas Baverez :

Avec toutes les réserves qui ont été évoquées, cette enquête est très intéressante et donne une image assez juste de la société française comme du problème politique qui se pose à elle. D'abord, l'élection présidentielle qui vient sera véritablement décisive. Nous avons rarement connu une élection aussi importante, parce que la France n'a jamais été aussi affaiblie depuis les années 1930, dans un système international aussi dangereux.

Ensuite, l'extrême droite est aujourd'hui en tête des sondages. Or, dans notre histoire, elle n'est jamais arrivée au pouvoir par les urnes. Elle y est parvenue par des coups d'État ou à la suite de la débâcle de juin 1940, mais jamais à la suite d'un vote. Cette fois, ce n'est pas fait, mais c'est possible.

Cette élection sera également déterminante pour l'Union européenne. Nous entrons dans un supercycle électoral qui commencera avec l'Espagne, fin 2026, puis se poursuivra avec la France, la Pologne et l'Italie. Le modèle de l'Union européenne pourrait basculer, notamment autour de la formule d'union des droites promue par Mme Meloni.

Face à ces enjeux décisifs, le débat présidentiel ne parvient pas à prendre. L'enquête montre pourquoi : il existe une prime à la radicalisation et à l'extrémisme, tandis qu'aucune offre modérée crédible ne se dégage.

Premièrement, les Français, dont on dit souvent qu'ils ignorent l'économie et ne regardent pas ce qui se passe dans le reste du monde, ont en réalité une vision

extrêmement juste de leur pays. À 89 %, ils considèrent que la France est en déclin, ce qui est vrai. À 91 %, ils estiment que la violence constitue une menace majeure pour la nation. Or nous assistons à un changement de nature de la violence, avec des régimes de quasi-terreur qui s'installent dans certains établissements scolaires, dans les universités, et des journalistes qui se font lyncher. Nous voyons une contagion de la violence sur le modèle de ce qui s'est produit en Italie ou en Allemagne dans les années 1930.

L'enquête souligne également le regain de l'antisémitisme, un signal d'alerte majeur, ainsi que la faillite de l'État, avec des politiques publiques dont il est désormais établi qu'elles ne fonctionnent plus. Ce constat lucide nourrit une colère très forte et, surtout, une logique extrêmement dangereuse de division, de peur, de haine et de violence. Nous retrouvons exactement ce qu'annonçait Gérard Collomb : « *les Français sont maintenant éclatés en communauté, en génération, en religion, en ethnie, côte à côte et demain, ils seront face à face.* » Aujourd'hui, ils sont face à face.

Mais il existe aussi des éléments positifs. Les mêmes Français qui considèrent à 89 % que leur pays est en déclin estiment à 62 % que ce déclin n'est pas irréversible. Deux enseignements sont intéressants. D'abord, les Français ont compris que la logique du bouc émissaire ne fonctionne pas. Ce déclin n'est la faute ni des immigrés, ni de l'Europe, ni de la mondialisation, mais la nôtre, parce que ce pays a été géré en dépit du bon sens depuis les années 1980. Ensuite, les divisions entre générations et territoires, l'atomisation des individus, la solitude et la violence donnent évidemment une prime considérable à l'extrémisme. C'est pourquoi les deux pôles en tête des sondages sont le RN et LFI. Pourtant, ce sont aussi les deux forces politiques jugées les plus dangereuses pour la démocratie. Cela signifie qu'il n'existe pas de véritable adhésion, mais plutôt une logique de radicalisation qui s'explique avant tout par l'absence d'une offre raisonnable, modérée et crédible.

Cette absence apparaît très clairement dans la défiance envers les partis et les

dirigeants, ainsi que dans l'incapacité de ce qu'on appelle le bloc central, qui a pour caractéristique de n'être ni un bloc ni central, à produire le minimum que l'on puisse attendre de la politique : un leader, une stratégie, un projet et une organisation militante. Mais c'est aussi là que réside une possibilité de solution, qui pourrait, pour la première fois dans notre pays, venir de la société civile. Car les Français ont identifié les priorités. Ils savent que la dette est un véritable problème, qu'il faut libéraliser le modèle économique, qu'ils ont besoin de services publics qui fonctionnent, ce qui suppose de réformer l'État, et qu'il faut rétablir d'urgence la paix civile et la concorde, ne serait-ce que pour pouvoir organiser des élections dans des conditions raisonnables.

Cette enquête présente donc un constat juste, mais aussi des raisons d'espérer. Notre histoire a déjà connu des retournements spectaculaires. Le principal défaut de notre situation actuelle est l'absence d'offre politique crédible. Les Français sont plutôt la solution que le problème, contrairement à ce que racontent la plupart de leurs dirigeants.

LE POIDS DE LA PAROLE DU PAPE

Introduction

Philippe Meyer :

Douze jours en Uruguay, en Argentine et au Pérou, du 6 au 17 novembre, ont souligné l'engagement social d'un pape missionnaire au cours d'un voyage qui fut aussi celui des records : additionné, le nombre des personnes qui se sont déplacées pour l'acclamer a approché les 10 millions. Dans des pays marqués par les grandes disparités entre riches et pauvres, la violence et la corruption, le verbe du pape n'a pas manqué de clarté. Des Andes à l'Amazonie, le pontife a insisté sur le fait que la protection de l'environnement ne peut être dissociée de celle des peuples qui y vivent : « *le cri de la terre et le cri des pauvres s'élèvent ensemble, démasquant les logiques du marché et de l'exploitation qui mettent en péril l'équilibre même de la création. Il n'est pas possible de dissocier la protection de la forêt amazonienne du souci des peuples qui y vivent ; l'écologie intégrale, la justice sociale et la vie spirituelle vont de pair.* » a-t-il notamment déclaré au Pérou.

Léon XIV s'est servi de l'histoire de l'Uruguay pour livrer un véritable plaidoyer social, faisant référence à sa propre expérience, en soulignant que « *la maladie, le handicap, la douleur physique, la perte d'autonomie, la pauvreté, le chômage ou l'exclusion sociale rendent souvent indispensable l'aide d'autrui* ».

En Argentine, Javier Milei s'est pris une véritable leçon par un pape égrenant tous les sujets qui fâchent : retraités appauvris, universités, exode des jeunes, handicap, migrants, corruption, etc. À l'adresse du président qui a fait de la tronçonneuse l'emblème d'une politique qui sabre dans les dépenses publiques

dans un pays où une personne sur trois vit dans la pauvreté, le pape a rappelé le message de celui de ses prédécesseurs dont il a repris le nom, Léon XIII : « *l'économie doit être au service de la personne, et non la personne au service de l'économie*. » Il a par ailleurs averti le président Javier Milei des risques qui pèsent sur la démocratie, s'inquiétant de la dérive du débat démocratique dans ce pays.

Au Pérou, le pape américano-péruvien qui pèse chaque mot a évoqué « *le silence* » et « *l'impunité* » dans lesquels « *tant de femmes, de fillettes et d'adolescentes* » « *subissent des violences et des abus sexuels* » dans la région. « *Il nous est douloureux de constater que la violence à l'égard des femmes reste une réalité qui blesse l'humanité tout entière* », a lancé Léon XIV. Il a parlé des rivières empoisonnées par l'orpaillage illégal et l'extraction du pétrole, qui « *ne sont pas des accidents fortuits* », puis a déploré que « *les maîtres de ce monde, souvent, se prennent pour Dieu*. » Face à la présidente péruvienne Keiko Fujimori, il a jugé qu'il est « *inacceptable que, dans maintes communautés, le droit à l'accès à la santé et à l'éducation soit bafoué, en raison des distances géographiques et de l'abandon des institutions* ». Avec ces propos clairs et directs, le pape a confirmé que le thème de son voyage – et peut-être même de son pontificat – est celui des questions sociales, et qu'il reprend le flambeau de son prédécesseur, François.

Lucile Schmid :

Nous nous interrogeons sur les raisons du poids de la parole du pape. C'est d'autant plus intéressant que nous venons de parler de politique : le positionnement de Léon XIV montre combien une parole qui porte suppose d'associer spiritualité, parole politique et incarnation. Ce triptyque a été particulièrement visible pendant les douze jours de son voyage en Amérique latine. Les images de ces messes géantes, où plusieurs millions de personnes viennent entendre une parole spirituelle qui est aussi un message politique, sont extraordinaires. Dans un monde extrêmement relativiste, où les enjeux de l'intelligence artificielle, de la déshumanisation et de la solitude étreignent nos vies, elles donnent à voir ce que pourrait être un projet de société, en image et en acte. C'est quelque chose de très fort. Rappelons les chiffres : à Buenos Aires, deux millions et demi de personnes ont assisté à une messe ; au Pérou, trois millions de personnes se sont massées le long des routes à son arrivée à l'aéroport. Il y a là une sorte de mystère.

Le pape a d'abord rappelé des éléments fondamentaux de la foi catholique, notamment l'importance de la famille chrétienne, et il ne l'a pas fait de manière particulièrement progressiste. Il a incité à prier, à porter la foi au sein de la famille, sans jamais céder à la tentation d'une parole gauchiste. Il a ainsi affirmé une spiritualité personnelle, tout en employant des expressions extrêmement fortes sur les questions sociales et environnementales. Philippe rappelait notamment cette idée que le cri de la terre et celui des exclus coïncident en Amazonie. Léon XIV a également développé une réflexion sur la limite, comme élément essentiel pour mener sa vie, comme condition même de la vie. Il a ainsi engagé une forme de bras de fer avec les promoteurs du transhumanisme et de l'extractivisme. Il a dénoncé les puissants qui se prennent pour Dieu, articulant

véritablement spiritualité et parole politique dans un monde qui manque aujourd'hui cruellement de cette articulation.

Pourquoi cette parole a-t-elle autant marqué ? Parce qu'elle n'est pas une parole en l'air. Elle repose sur le magistère du pape, sur la doctrine de l'infaillibilité pontificale, mais aussi sur des textes forts. J'ai notamment lu l'encyclique *Magnifica Humanitas*, qui rappelle avec force ce qu'est la doctrine sociale de l'Église. Un pape ne se contente pas de structurer une morale : il porte également un projet de société. C'est précisément le sens de cette doctrine sociale. Le texte rappelle que l'intelligence artificielle constitue un progrès si elle est destinée à tous. Il met également en garde contre les tentations économiques et financières de se l'approprier, de constituer autour de l'IA une forme d'oligarchie.

C'est en cela que Léon XIV s'inscrit dans la succession de François. Souvenons-nous de *Laudato si'*, en 2015, lorsque François, avant même la COP21, avait porté une doctrine de l'écologie intégrale. Léon XIV poursuit cette démarche en mettant l'accent sur les débats de notre époque. Nous sommes passés de l'écologie à l'intelligence artificielle, tout en articulant les deux enjeux.

Enfin, ce pape a trouvé sa propre voie. On pouvait se demander s'il serait à la hauteur de François dans sa capacité d'incarnation et dans l'art de prononcer des formules incandescentes. Il y parvient avec son style. Il nous a rappelé qu'il était américain en indiquant avoir voté aux élections de mi-mandat. Il a montré combien il était aussi péruvien, en étant profondément ému de retrouver sa deuxième patrie. Ce fut le moment le plus émouvant de son voyage. Il a également rappelé qu'il descendait à la fois d'esclaves et de propriétaires d'esclaves, portant ainsi dans sa propre histoire les contradictions qui sont les nôtres et montrant une capacité à les réconcilier. Enfin, avec son style, il a admonesté Javier Milei, au point de faire pleurer cet homme qui avait remporté une élection en brandissant une tronçonneuse et en annonçant des coupes radicales dans les dépenses publiques. Après une telle démonstration, on peut

se demander si chacun ne peut pas être converti. C'est une dimension essentielle de la parole politique et spirituelle de Léon XIV : elle nous convainc que les gens peuvent changer et aller vers le mieux.

Nicolas Baverez :

Ce voyage a été exceptionnel, une sorte de chef-d'œuvre pour un homme qui relève pourtant d'une opération extrêmement lourde. Douze jours, trois pays, douze vols, quarante discours, neuf messes géantes et près de dix millions de personnes. Il s'est organisé autour de trois grands thèmes : en Uruguay, la laïcité et les rapports entre religion, vie privée et vie publique ; en Argentine, la démocratie, avec également l'acquittement d'une dette de François, qui n'était jamais allé visiter son pays ; au Pérou, cette deuxième patrie où Léon XIV a parlé de violence, d'intelligence artificielle, d'esclavage et d'environnement. Ce succès n'allait pourtant pas de soi. Léon XIV est aussi un gringo, comme il l'a lui-même rappelé, et il ne s'inscrit pas dans la théologie de la libération, qui constitue une grande tradition de l'Amérique latine.

Comment expliquer un succès dont la portée dépasse largement cette région ? D'abord, ce pape a trouvé son style et sa voix. Jean-Paul II était l'athlète de Dieu. Benoît XVI était un pape théologien, très intellectuel, qui cherchait à réconcilier la raison et la foi au XXIe siècle. François s'est voulu le pape du peuple, en rupture avec la tradition. Mais il fut aussi un pape anti-occidental, très hostile à la liberté, qui a frayé avec le patriarche Kirill, un guébiste de la pire espèce, et avec les autorités chinoises, en soumettant l'Église chinoise au Parti communiste. Cela restera un triste bilan.

Léon XIV est très différent. Il incarne une autorité tranquille. C'est un pape missionnaire, capable de parler à la fois de spiritualité et de politique, des choses très humaines de la vie quotidienne comme des questions universelles. Il y parvient parce qu'il est simple et vrai. Ce qui est remarquable, au-delà du monde catholique, c'est que ce pape nous parle des véritables problèmes du XXIe

siècle, et même de la manière de les aborder. Le contraste est saisissant avec le pseudo-Yalta qui s'est tenu à Shenzhen entre Xi Jinping, Vladimir Poutine et Donald Trump. Léon XIV avait évoqué, lors de son voyage au Cameroun, cette poignée de tyrans qui ravagent le monde. Le sommet de Shenzhen constitue précisément le triomphe du mensonge. Vladimir Poutine y explique que Donald Trump, Xi Jinping et lui-même convergent dans leur vision de la démocratie. Ces dirigeants publient des communiqués sur la paix mondiale tout en affirmant que le multilatéralisme est terminé, que l'État de droit ne signifie plus rien et qu'il faut produire un maximum d'hydrocarbures pour rendre l'humanité heureuse.Leurs deux véritables points d'accord sont que la force prime le droit et que le monde doit être organisé en zones d'influence placées sous leur autorité.

Face à cela, le pape porte un discours radicalement différent. Il est le seul à parler véritablement des valeurs, à rappeler que la libération de la violence signifie le retour à la barbarie et que cette idolâtrie de la force est totalement nihiliste. Il explique qu'une intelligence artificielle dérégulée relève du délire des milliardaires de la big tech, et qu'il faut prendre exactement le chemin inverse : l'économie et la technologie doivent être au service de la personne humaine, et non l'inverse. Il rappelle également l'absurdité du délire productiviste et extractiviste. Cela ne signifie pas que tout ce qui a été fait en matière d'écologie soit intelligent, mais que, compte tenu de l'état de la planète, vouloir accélérer encore cette logique constitue une absurdité.

Par ailleurs, contrairement à François, Léon XIV croit véritablement à la démocratie, à la liberté politique et à la dignité humaine. Son engagement s'inscrit dans la lignée de Léon XIII, qui fut le premier à opérer la bascule vers la reconnaissance de la République. Enfin, il lance un appel à l'engagement et à la responsabilité de tous : responsabilité des dirigeants, comme il l'a rappelé à Javier Milei en Argentine ; responsabilité des familles ; responsabilité du clergé dans ses missions, avec une grande fermeté sur les abus ; et responsabilité de chaque individu, de chaque citoyen. Il ne s'agit donc pas seulement d'affirmer

des valeurs abstraites, mais d'appeler concrètement chacun à les faire vivre et à les appliquer.

Antoine Foucher :

Pour prolonger ce qu'ont dit Nicolas et Lucile, trois éléments peuvent contribuer à expliquer l'autorité morale de la parole du pape aujourd'hui. Le premier, qui vaut pour Léon XIV comme pour ses prédécesseurs, est le poids de l'histoire. On oublie souvent que derrière la parole papale se trouvent deux mille ans d'histoire. L'Église est l'une des institutions les plus anciennes de l'humanité. Deux mille ans, c'est deux fois l'histoire de France et huit fois celle des États-Unis. Cette profondeur historique donne à chaque pape, et à l'Église en général, une forme de sérénité face aux hommes, aux régimes et même aux pays qui passent. L'Église a traversé l'Empire romain, le Moyen Âge, la Renaissance, la France monarchique et la France républicaine. Elle demeure. Cette continuité lui confère une légitimité et une assise qu'aucun dirigeant politique ne peut posséder.

Le deuxième élément est géographique : c'est la puissance des troupes du pape. Staline demandait combien de divisions possédait le pape. Aujourd'hui, celui-ci représente 1,4 milliard de fidèles. Cela explique les foules immenses évoquées par Lucile, les quinze kilomètres de personnes massées le long de son parcours, les deux millions et demi de fidèles réunis à Buenos Aires. Cette ferveur, liée à la foi, contribue puissamment à l'autorité qui se dégage de sa parole.

Mais il n'y a pas que l'histoire et la géographie. Le troisième élément tient au contenu même de son message, et donc davantage à la personne de Léon XIV. Ce contenu comporte deux éléments classiques et un troisième plus nouveau. Le premier élément classique est la défense des plus faibles. Le pape ne cesse de rappeler ce message évangélique fondamental, celui de l'égalité des hommes, qui constitue l'un des grands apports du christianisme à la culture mondiale.

Le deuxième est sa position apartisane. Je ne dis pas apolitique, mais apartisane. Cette position lui permet de dire leurs quatre vérités aux dirigeants,

notamment à Javier Milei, sans provoquer d'incident diplomatique. Si un chef d'État avait tenu les mêmes propos, il aurait probablement déclenché une crise diplomatique. Le pape peut dire des vérités qu'un chef d'État ne pourrait pas formuler, ce qui renforce encore son autorité.

Enfin, et c'est à mes yeux l'élément le plus fort, il est pratiquement le seul à assumer, en s'appuyant sur la doctrine chrétienne, que l'homme est une fin en soi et non un moyen. Les grandes visions de l'humanité qui parcourent aujourd'hui le monde tendent toutes à faire de l'homme un moyen. Dans le productivisme, il est un moyen de production. Dans le transhumanisme, il doit être dépassé. Dans certaines formes d'écologie radicale, il n'est qu'un être vivant parmi les autres. Dans la finance, il devient une source de profit. Le pape affirme au contraire que l'homme est la seule créature sur Terre qui soit une fin en soi.

En lisant ses dernières interventions, j'ai été frappé par leur proximité avec l'introduction de Hannah Arendt à *La Condition de l'homme moderne*. Arendt se demande ce que signifie être humain. C'est vivre sur cette Terre, et non dans l'espace — elle écrivait cela il y a près de quatre-vingts ans —, avec l'écologie qui lui est propre. C'est aussi vivre dans la pluralité, la discussion et le dialogue avec les autres êtres humains. Léon XIV assume ainsi un discours humaniste fondé sur la centralité de l'être humain, que les humanistes non croyants peinent aujourd'hui à faire entendre. Est-ce parce qu'il s'appuie sur la transcendance ? Je ne sais pas. Mais ce rappel de la centralité de l'être humain fait du bien.

Marc-Olivier Padis :

Ce qui est singulier dans un voyage papal, c'est qu'il constitue à la fois une visite pastorale et une opération diplomatique. Le pape s'adresse simultanément aux fidèles, à l'Église locale, aux responsables politiques, aux milieux économiques et aux institutions. Ce voyage est remarquable parce qu'il représente une double réussite. Sur le plan pastoral, avec des foules nombreuses et enthousiastes ; sur le plan diplomatique, avec des messages parfaitement ajustés sur l'économie, la

démocratie, la responsabilité des gouvernants et le respect dû à chacun, notamment aux plus pauvres.

Sur le plan diplomatique, j'ai été frappé, comme Nicolas, par le contraste avec le sommet de Shenzhen, qui donne une image absolument archaïque de la puissance. Les dirigeants y sont comme sous cloche, sans peuple autour d'eux. Quant au message d'espérance adressé au monde par ces trois surpuissants, il se résume à deux choses : forer davantage de pétrole et empêcher la Cour internationale de justice de s'attaquer aux puissants. C'est une absence totale de perspective. Pendant la guerre froide, les rencontres au sommet permettaient au moins d'espérer des progrès vers la paix ou le désarmement. Ici, rien de tel : seulement l'image viriliste de la rivalité entre trois hommes qui se prennent pour les rois du monde. Face à eux, un homme modeste, simple, convalescent et donc fragile, parle des limites et délivre un message d'une grande puissance sociale, politique et spirituelle. Comme l'a souligné Lucile, il incarne personnellement ce qu'il dit.

Sur le plan pastoral, nous voyons également se dégager le style de Léon XIV. C'est d'abord, en quelque sorte, le pasteur rêvé du pape François, qui ne l'avait pas choisi par hasard : un homme simple, modeste, proche du peuple, qui ne restait pas enfermé dans son palais épiscopal, mais parcourait les rues et se montrait actif auprès des fidèles. Nous avons également découvert un aspect de sa personnalité que j'ignorais, et que lui-même ne connaissait peut-être pas : sa généalogie compte, du côté des Caraïbes et de La Nouvelle-Orléans, à la fois d'anciens esclaves et d'anciens propriétaires d'esclaves. Il porte ainsi dans sa propre personne toute la question coloniale et postcoloniale, si centrale aujourd'hui.

Il s'inscrit donc dans la continuité de François, mais avec quelques inflexions notables. D'abord, il a réussi à faire oublier deux grandes questions qui marquaient les précédents voyages pontificaux dans la région. La première est le conflit entre l'Opus Dei et la théologie de la libération, auquel Nicolas a fait

allusion. Le message pastoral s'est ici complètement émancipé de ces luttes de pouvoir internes à l'Église. La deuxième est la rivalité avec les mouvements fondamentalistes protestants, en plein développement dans toute l'Amérique latine, dont il n'a pas du tout été question. Troisièmement, ce voyage apparaît extrêmement bien préparé et, c'est une interprétation personnelle, en accord profond avec la curie. François entretenait des relations conflictuelles avec elle, admonestait ses membres et avait notamment écarté ses diplomates. Cela l'avait conduit à des initiatives malheureuses sur les dossiers ukrainien et chinois. Léon XIV semble au contraire s'appuyer beaucoup plus sur les diplomates de la curie. Il ne se laisse aller à aucune formule improvisée malheureuse.

Enfin, l'identité de son pontificat se précise à travers sa filiation avec Léon XIII et *Rerum Novarum*, à l'origine de la doctrine sociale de l'Église. Il reprend cet héritage sans innovation particulière, mais sans l'édulcorer non plus. Pour terminer, je rejoins Antoine sur le fait que l'autorité de cette parole repose sur deux mille ans d'histoire, de pensée, de confrontation et de réflexion. Je voudrais citer ce passage de son discours sur la démocratie, qui mérite d'être retenu : « *la démocratie se renforce dans la manière quotidienne d'agir dans la vie publique, dans la disposition à écouter, dans le soin apporté à la parole, dans la recherche patiente du compromis et dans la capacité à reconnaître en celui qui pense différemment un compatriote avec lequel on partage un même destin. C'est ainsi que se forge une confiance qui permet à une société d'affronter ses différences sans perdre la conscience de ce qui la maintient unie*. » On peut entendre dans ces propos Aristote, repris par Thomas d'Aquin, puis par les théologiens néothomistes de Vatican II. Cela ne signifie pas que l'Église catholique ait toujours défendu la démocratie, loin de là. Mais cette réflexion s'appuie sur un corpus extrêmement solide, sur une tradition intellectuelle longuement travaillée, qui parvient aujourd'hui à s'exprimer dans des termes simples.

Philippe Meyer :

Trois petites remarques marginales. Lorsque Jean Guéguinou était ambassadeur à Prague, j'ai fait sa connaissance. C'était au moment où les Tchèques et les Slovaques allaient se séparer, et il était l'un des seuls ambassadeurs à l'avoir compris. Nous avions sympathisé et je lui avais demandé quel était, dans sa carrière, le poste auquel il aspirait le plus. Il m'avait répondu qu'il espérait devenir un jour ambassadeur auprès du Vatican. Je lui avais demandé si c'était parce qu'il était catholique. Il m'avait répondu qu'il était effectivement catholique, mais que cela n'avait absolument rien à voir. Pour un diplomate, le Vatican est l'endroit où l'on apprend le plus de choses. D'abord en raison de toute cette histoire à laquelle plusieurs d'entre vous ont fait allusion, mais aussi parce que l'enjeu principal y est d'échanger sur l'état du monde. C'est l'un des endroits les mieux informés, aussi bien par son histoire que par son activité actuelle.

Deuxième remarque, également marginale : lors du conclave, j'avais observé à ce micro que les Augustiniens constituaient l'ordre le plus représenté. Vous savez qu'on distingue les prêtres séculiers des réguliers. Il y avait des jésuites, des bénédictins, des dominicains, des franciscains, mais aussi, je crois, neuf Augustiniens. C'est tout de même beaucoup. Nous aurions donc tous intérêt à nous intéresser aux spécificités de cet ordre. Cela pourrait constituer une thématique intéressante pour une prochaine émission. Peut-être se trouve-t-il parmi nos auditeurs des augustiniologues qui pourraient nous y aider.

Enfin, tout ce que nous avons dit sur l'importance, l'impact, la vérité, l'incarnation, pour reprendre le terme de Lucile, la clarté du propos et la capacité du pape à dire les choses directement aux gens, mérite une dernière observation. Il dit aux riches qu'ils n'ont aucun droit de plus que les autres, et même plutôt des devoirs supplémentaires. Il dit aux puissants qu'ils doivent respecter la démocratie. Il dit à tous que le compromis doit être le fondement de la vie sociale. Mais l'importance que cette parole pourrait avoir dépend largement de la capacité des Églises locales à reprendre ce discours et à adopter les mêmes attitudes. Nous avons

parlé tout à l'heure de la situation française et de l'incapacité des forces politiques non extrémistes à proposer un message. On peut malheureusement en dire autant de l'Église de France. Je ne sais pas où l'on est allé pêcher nos évêques, mais leur incapacité à tenir un propos, à faire autre chose que commenter le nombre de séminaristes ou de baptisés témoigne d'une pauvreté intellectuelle et spirituelle navrante.